De la donnée à l'action territoriale

Quand l'outil TAPE exploité dans les Systèmes Alimentaires Durables devient un processus de recherche-action et de gestion inclusive des savoirs

LIVRET DE CAPITALISATION • OUTCOME GIDS • SERVICE R&D



Enseignements sur la Gestion Inclusive des Savoirs (GIDS) du programme «Systèmes Alimentaires Durables (SAD)» 2022-2026

UNI4COOP

LE POINT DE DÉPART
Mesurer ne suffit pas

TAPE (Tool for Agroecology Performance Evaluation, FAO) donne une photographie standardisée d'un système de production : contexte des exploitations, degré de transition agroécologique mesuré par les scores CAET (Characterization of AgroEcological Transition), et indicateurs de développement. C'est une donnée solide, comparable dans le temps et entre territoires.

Mais un outil de mesure ne produit aucun changement par lui-même. Une enquête restituée sous forme de rapport reste un document. Ce qui transforme la donnée en action, c'est le dispositif qu'on construit autour d'elle — et la manière dont ce dispositif traite les savoirs des personnes concernées.

LA DÉMARCHE DOCUMENTÉE ICI

Entre 2022 et 2026, le consortium Uni4Coop a mobilisé TAPE non comme un outil d'évaluation mais comme le point d'entrée d'un cycle de recherche-action, prolongé par un processus de restitution multi-acteurs et multiniveaux qui débouche sur des adaptations concrètes de terrain. LC a spécifiquement mis en place TAPE dans ses pays d'intervention, notamment au Burundi et à Madagascar Ce livret décrit ce cycle étape par étape, les conditions qui le font tenir, et ce qu'il a produit.

À QUOI IL DOIT SERVIR

Le programme quinquennal 2022-2026 financé par la Coopération belge (DGD) se termine. Les enquêtes menées sur divers territoires et écosystèmes africains, l'atelier de restitution inclusif de Madagascar et l'étude de cas GIDS sur les biopesticides au Burundi constituent une matière d'apprentissage qu'il serait coûteux de laisser se perdre.

Ce livret en tire une démarche transférable, destinée aux initiatives pour la transition des Systèmes alimentaires durables qui démarrent en 2027 et, plus largement, à tout programme qui mobilisera TAPE. Il s'adresse d'abord aux équipes pays et aux partenaires, et peut être partagé avec les partenaires techniques et financiers qui souhaitent comprendre ce que la démarche produit au-delà des scores.

UN LIVRET, DEUX NIVEAUX DE LECTURE

Les pages qui suivent exposent chaque étape sur le plan théorique et technique. Les encadrés verts donnent, à chaque fois, l'exemple correspondant tiré du programme 2022-2026 — Madagascar ou Burundi. On peut donc lire la démarche seule, les exemples seuls, ou les deux.

POSITIONNEMENT
L'ONG universitaire et la GIDS

Un double apport, dans les deux sens.

La Gestion Inclusive des Savoirs n'est pas un cadre que l'on peut appliquer depuis n'importe quelle position institutionnelle. Elle suppose de tenir ensemble deux mondes — celui de la production scientifique et celui de l'action de terrain — sans que l'un absorbe l'autre. C'est précisément la position d'une ONG universitaire.

CE QUE L'ONG UNIVERSITAIRE APPORTE À UN PROCESSUS GIDS SOLIDE

- **Une double appartenance légitime.** Elle est reconnue dans le champ académique et dans le champ opérationnel. C'est ce qui lui permet de faire dialoguer savoirs normés et savoirs empiriques sans que le dialogue soit d'emblée tranché par l'un des deux.
- **Une donnée méthodologiquement défendable.** Échantillonnage, désagrégation, comparabilité entre vagues : sans cette rigueur, la parole des acteurs ne pèse pas dans les arènes où seule la donnée compte.
- **La durée.** Un programme pluriannuel permet de rejouer le cycle et de mesurer l'effet des adaptations — ce qu'aucune mission de recherche ponctuelle ni aucun projet court ne permet.
- **Une posture de facilitation-frontière.** Ni chercheur pur, ni opérateur pur : c'est la position qui rend la co-construction praticable, et elle s'acquiert par l'expérience plus que par l'outillage.
- **Une exigence déontologique.** Propriété des données, qui signe, qui est cité : ces questions se posent dès le départ, pas au moment de publier.

CE QUE LA GIDS APPORTE À L'ONG UNIVERSITAIRE

- **Une réponse à sa question identitaire.** Ce qui distingue une ONG universitaire d'une ONG classique n'est pas d'avoir des partenaires académiques, mais la manière dont elle produit, discute et partage les savoirs. La GIDS rend cette différence vérifiable plutôt que déclarative.
- **Une grille pour objectiver ses propres pratiques.** Sécurité, reconnaissance, rapport au pouvoir : trois dimensions qui révèlent les asymétries qu'un dispositif reproduit sans le vouloir.
- **Une matière valorisable dans les deux registres.** Les mêmes processus alimentent la publication scientifique et le plaidoyer auprès des décideurs — la théorie du changement de l'outcome GIDS repose sur cette articulation.
- **Un levier d'amélioration continue**. La GIDS n'est pas un référentiel normatif à satisfaire, mais un outil qui met au travail les pratiques existantes.

LE CADRE DE RÉFÉRENCE

Justice cognitive : trois dimensions

La GIDS part d'un constat : la gestion des savoirs est prise dans des rapports de pouvoir. Le mode de production scientifique moderne organise une hiérarchie entre les savoirs, dans laquelle les savoirs dits profanes — ceux des personnes concernées par une situation — pèsent moins et sont plus facilement disqualifiés.

La forme la plus insidieuse en est l'injustice herméneutique : la capacité même d'une personne à se poser comme productrice de savoir n'est pas contestée, elle n'est simplement pas envisagée. Le témoignage est invalidé avant d'être discuté.

TROIS DIMENSIONS À TRAVAILLER, À CHAQUE ÉTAPE

- **Sécurité** — mettre la parole en sécurité, c'est-à-dire considérer l'ensemble des participants et la diversité de leurs savoirs comme légitimes, tant dans leur présence que dans leur expression.
- **Reconnaissance** — impliquer des personnes non officiellement scientifiques mais expertes de leur vécu. Les savoirs ne sont ni équivalents ni semblables : c'est leur différence qui les rend complémentaires.
- **Rapport au pouvoir** — se garder d'une perception naïve de la co-construction. Les asymétries ne se dissolvent pas par décret ; elles doivent être explicitées, si possible par un observateur du processus.

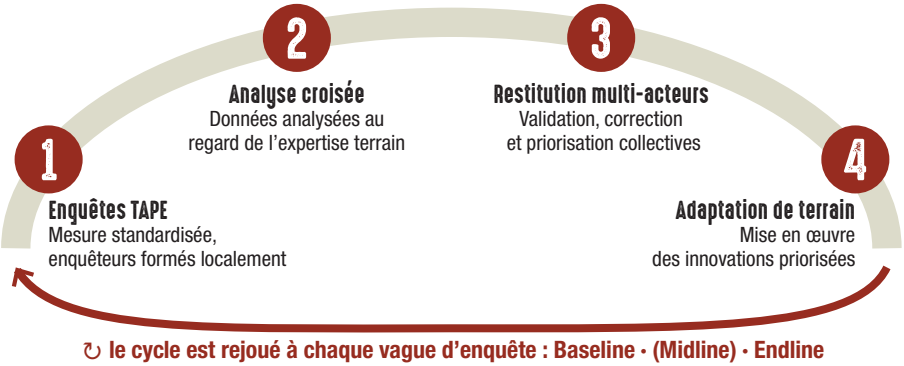
LA GRILLE D'ANALYSE UNI4COOP

Elle croise ces trois dimensions avec trois moments de l'action. Elle sert à concevoir un dispositif comme à l'évaluer après coup.

	FACILITATION	CAPABILITÉ	DIFFUSION
Sécurité	Chacun se sent à l'aise de parler dans la diversité du groupe	Chacun a développé les compétences et la confiance pour intervenir	Les présentations font l'objet d'un accord entre participants
Reconnaissance	L'animation veille à l'expression des différents modes de connaissance	Les besoins d'accès aux conditions d'une participation réelle sont appuyés	Les personnes impliquées interviennent et signent les supports diffusés
Rapport au pouvoir	Celles et ceux qui détiennent des privilèges sont allié·e·s des personnes subissant des dominations — à chacun des trois moments		

VUE D'ENSEMBLE

Un cycle, trois principes



TROIS PRINCIPES TRAVERSENT LES QUATRE ÉTAPES

Ce ne sont pas des étapes supplémentaires : ils se jouent à l'intérieur de chacune. C'est ce qui distingue la démarche d'un simple dispositif d'enquête et d'évaluation.

A Inclusivité

Producteurs et productrices, techniciens, autorités, chercheurs, institutions financières et bailleurs contribuent chacun avec son savoir propre et avec un poids équilibré.

B Co-construction

Les données sont débattues, validées et enrichies collectivement ; les décisions et les priorités émergent du groupe, pas seulement de l'équipe projet.

C Croisement des savoirs

Savoirs objectivés (TAPE), savoirs techniques et savoirs empiriques sont combinés pour produire une lecture plus juste du système alimentaire.

LA BOUCLE EST LA CONDITION DE L'EFFET

Sans l'étape 3, TAPE reste un outil d'évaluation. Sans l'étape 4, la restitution reste un événement. Sans une nouvelle vague d'enquête, l'adaptation reste une intuition. C'est l'enchaînement complet, répété, qui produit un effet systémique et territorial — pas l'outil seul.

Corollaire pratique — le temps, le budget et la facilitation de la restitution et de l'adaptation se prévoient dès la formulation du programme, au même titre que ceux de l'enquête.



ÉTAPE 1
Les enquêtes TAPE

Produire une donnée solide et faire de la mesure elle-même un premier acte inclusif.

LE PRINCIPE

Une mesure n'est jamais neutre : elle décide de ce qui compte, de qui est interrogé et selon quelles catégories. TAPE présente ici un intérêt propre : l'outil combine par construction des mesures objectives standardisées et les perceptions déclarées des producteurs. Le croisement des savoirs commence donc dès la collecte, et non au moment de la restitution.

LA MISE EN ŒUVRE

- **Former les enquêteurs localement** : la langue, le contexte et la confiance passent du côté de la mesure.
- **Interroger les producteurs directement**, jamais par l'intermédiaire d'un responsable ou d'un technicien.
- **Construire un échantillon qui couvre la diversité** des ménages : genre, taille d'exploitation, communes.
- **Collecter les trois blocs** : caractérisation du contexte, scores CAET sur les dix éléments de la transition, indicateurs de développement (diversité alimentaire, autonomisation des femmes, revenus, exposition aux intrants).
- **Enquêter par vagues** : Baseline, Midline, Endline, à intervalles réguliers, pour rendre la comparaison possible.

EXEMPLE · LE CORPUS 2022-2026

Entre 2022 et 2026, des enquêtes TAPE ont été menées sur **5 territoires en Afrique,** où Louvain Coopération intervient dans le domaine des systèmes alimentaires durables.

L'ensemble de ces enquêtes a fait l'objet d'analyses croisées par des experts et des scientifiques, dans le cadre de travaux de recherche ou d'expertise croisée. C'est ce corpus commun qui rend la démarche comparable d'un territoire à l'autre.





ÉTAPE 2
L'analyse croisée

Un score est un savoir normé. Il demande à être relu.

LE PRINCIPE

Le score CAET produit une hiérarchie apparemment objective des forces et faiblesses d'un système. Mais un indice agrège des choix méthodologiques : ce qu'il retient, ce qu'il ignore, la manière dont il pondère. Lu seul, il impose sa propre définition de la réalité. C'est exactement le mécanisme de domination que la GIDS cherche à désamorcer.

L'analyse est donc le premier lieu où l'asymétrie se joue concrètement. La traiter comme un exercice de bureau d'études revient à trancher, avant toute discussion, ce que le territoire est censé être.

LA MISE EN ŒUVRE

- **Lire sous trois angles :** le contexte du territoire, l'état de la transition agroécologique élément par élément, les indicateurs de développement.
- **Désagréger systématiquement** par genre, commune et type de ménage : une moyenne non désagrégée invisibilise les inégalités qu'elle contient.
- **Associer experts scientifiques et experts de terrain** dès l'interprétation, et non après coup pour validation.
- **Comparer les vagues** dès qu'un cycle complet est disponible : on passe alors d'un état décrit à un progrès objectivé.
- **Croiser les territoires** à l'échelle du programme : la mise en regard de plusieurs contextes fait apparaître ce qui relève du local et ce qui relève du système.

EXEMPLE · BURUNDI, MAKAMBA ET RUTANA

Entre les deux mesures 2023 et 2025, le score CAET global de la transition agroécologique est passé de 36 % à 57 %. La comparaison entre vagues transforme une photographie en trajectoire : elle rend le progrès discutable collectivement, donc actionnable.

Ce résultat n'a de sens que rapporté aux innovations effectivement mises en œuvre entre les deux vagues. Ce que seule la boucle complète permet d'établir.

EXEMPLE · MENABE, MADAGASCAR — L'ORGANISATION

Atelier co-organisé avec la fédération paysanne F3M, qui regroupe 321 membres actifs dans 19 organisations de base sur quatre communes. Sept catégories d'acteurs réunies : producteurs et organisations paysannes, autorités techniques déconcentrées, autorités politiques, institutions financières et de microcrédit, université et recherche, équipe projet, partenaires techniques et financiers.

Phase 1 en groupes homogènes : selon vous, quel est le meilleur et le moins bon des dix éléments de la transition, et pourquoi ?

Phase 2 présentation des tendances issues des enquêtes, puis confrontation ouverte avec les perceptions recueillies.

Phase 3 en groupes mixtes, deux éléments par groupe : pratiques existantes, freins, innovations possibles.

Phase 4 restitution et validation participative : chaque catégorie d'acteurs dispose de 3 gommettes pour voter les innovations prioritaires.

EXEMPLE · MÉNABE, MADAGASCAR — LES RÉSULTATS

Correction de la donnée

Presque toutes les catégories désignent la Diversité comme le meilleur élément (les techniciens exceptés) et toutes, sans exception, le Recyclage comme le moins bon. Or l'enquête classe justement la Diversité en dernier : 16 % seulement des ménages cultivent trois espèces ou plus, 19 % élèvent trois espèces animales ou plus. Même mécanisme sur le recyclage : les résidus ne sont ni brûlés ni jetés, mais ils ne sont pas valorisés pour autant. Et l'activité économique secondaire, présente chez 60 % des ménages, n'était pas intégrée au calcul de la diversité des revenus. L'atelier a produit des ajustements méthodologiques, pas seulement une adhésion.

Priorisation

46 innovations identifiées, regroupées en 8 catégories, ramenées à 11 priorités. Résultat instructif : la catégorie Formation & Vulgarisation, qui concentre à elle seule 11 des 46 propositions, n'a reçu aucun vote — former sans garantir l'accès au foncier, au financement ou à une orientation politique stable a été jugé contre-productif.

Lecture systémique

Les innovations retenues ne portent ni sur des techniques ni sur des pratiques, mais sur trois verrous structurels : le flou foncier, l'enclavement, et l'instabilité des orientations agricoles. Les priorisations diffèrent selon les acteurs — foncier et prix pour les producteurs, politique agricole claire pour les chercheurs, accompagnement de proximité pour les institutions financières : complémentaires sans être alignées.

ÉTAPE 3
La restitution multi-acteurs

Le pivot de la démarche : concevoir le dispositif.

LE PRINCIPE

Les résultats ne sont jamais diffusés tels quels. Ils sont restitués et validés lors d'un atelier réunissant l'ensemble des acteurs du système alimentaire. L'objectif n'est pas de communiquer des résultats mais de construire une compréhension partagée, puis des priorités communes.

Un tel atelier est un partenariat multipartite en miniature : il réunit des acteurs aux intérêts et aux pouvoirs inégaux autour d'un objet commun. Sa réussite dépend moins de la qualité de la présentation que de la conception du dispositif — l'ordre des séquences, la composition des groupes, les règles de décision.

LES SIX RÈGLES DE CONCEPTION

- **Couvrir tous les niveaux d'acteurs**, du producteur au bailleur, et pas seulement les bénéficiaires directs.
- **Co-organiser avec le partenaire local,** qui porte la mobilisation et l'ancrage territorial.
- **Commencer en groupes homogènes**, puis mixer : la sécurité d'abord, le croisement ensuite.
- **Faire parler les perceptions avant de montrer les données**. L'écart entre les deux est la matière la plus utile de la journée.
- **Pondérer le vote par catégorie d'acteurs** et non par tête, pour neutraliser l'effet de nombre.
- **Désigner un observateur du processus**, chargé de nommer au groupe les asymétries qu'il voit se jouer.

Ce que la restitution produit

Trois productions, dont aucune n'est une simple validation.

▪ LE SAVOIR LOCAL CORRIGE LA DONNÉE

Confronter les perceptions aux résultats fait apparaître des désaccords de définition, invisibles autrement. Ces désaccords ne sont pas des erreurs de compréhension à dissiper : ils signalent que l'indice et les acteurs ne parlent pas de la même chose. La correction porte alors sur la méthode, pas sur les acteurs.

▪ UNE HIÉRARCHIE DE PRIORITÉS CO-CONSTRUITE

Le vote pondéré produit un ordre de priorités qui n'est ni celui de l'équipe projet, ni celui du groupe le plus nombreux. Ce que les acteurs écartent est aussi instructif que ce qu'ils retiennent.

▪ UNE LECTURE SYSTÉMIQUE DU TERRITOIRE

Réunis, les acteurs ne désignent pas les mêmes leviers que pris séparément. L'agenda qui émerge dépasse généralement le périmètre du projet — ce qui est précisément l'effet recherché.



ÉTAPE 4
L'adaptation de terrain

La boucle se referme par l'action — et se rouvre par la mesure suivante.

LE PRINCIPE

C'est l'étape la plus longue, et celle qui décide de tout le reste : un atelier dont les priorités ne sont pas mises en œuvre discrédite durablement le dispositif auprès de ceux qui y ont participé. L'adaptation poursuit deux objectifs simultanés — diffuser largement les innovations priorisées, et ouvrir de nouvelles pistes dans une logique de recherche-action.

LA MISE EN ŒUVRE

- **Mettre en œuvre ce que les acteurs ont choisi**, y compris quand la priorité retenue dépasse le périmètre habituel du projet.
- **Différencier selon une typologie de bénéficiaires** établie à partir de la base TAPE, pour construire des packages d'innovations ciblés plutôt qu'une offre unique.
- **Diffuser par les pairs :** champs-écoles paysans, démonstrations au champ, apprentissage d'agriculteur à agriculteur, relais formés localement, radio.
- **Expérimenter avec les producteurs**, sur des parcelles dédiées et avec les institutions de recherche — et non pour eux.
- **Remesurer à la vague suivante,** seul moyen d'établir si l'adaptation a produit l'effet attendu.

EXEMPLE · BURUNDI — LES BIOPESTICIDES

Constat
À la baseline, les données TAPE mettent en évidence la prépondérance des pesticides chimiques et la dépendance aux intrants externes.

Priorisation
Les biopesticides sont retenus comme innovation clé à diffuser.

Mise en œuvre
Production et diffusion de plants de faux neem (Melia azedarach) et de Tithonia (Tithonia diversifolia), efficaces notamment contre la chenille légionnaire d'automne ; formation des producteurs à la fabrication ; essais comparatifs et protocoles conduits avec l'ISABU dans le cadre du projet PROVAPA–TERIMBERE, sur les parcelles des producteurs.

Effet mesuré
Deux ans après, la part d'exploitations utilisant des pesticides chimiques passe de 80 % à 60 %, celle recourant aux biopesticides de 20 % à 80 %. L'exposition des producteurs et productrices diminue, et le système gagne en autonomie.

LE REGARD RÉFLEXIF
Ce que l'approche révèle

Évaluer et déconstruire ses propres processus fait partie de la démarche. Un résultat technique réussi ne dit rien de l'inclusivité du processus qui l'a produit. C'est pourquoi l'outcome GIDS prévoit un dispositif distinct : l'étude de cas réflexive, menée par entretiens semi-directifs croisés auprès d'acteurs occupant des positions différenciées — coordination ONG, partenaire local, équipe terrain, recherche — et analysée avec la grille des trois dimensions.

Appliquée au cas des biopesticides, elle nuance sérieusement le résultat mesuré.

CE QU'ELLE ÉTABLIT

- **Une reconnaissance fonctionnelle, non symbolique.** Les producteurs sont reconnus comme expérimentateurs et usagers compétents, rarement comme co-producteurs de savoir. Les fiches techniques sont signées par l'institution scientifique ; aucune co-signature paysanne n'est documentée.
- **Une parole profane conditionnelle.** Les savoirs locaux sont écoutés et intégrés, mais à condition de devenir des hypothèses à valider ailleurs. On peut parler ; la valeur du propos se tranche en dehors du groupe.
- **Une absence d'arènes de controverse.** Aucun désaccord notable n'a été observé. Ce peut être le signe d'une bonne facilitation — ou celui d'une hiérarchie telle que la contestation n'est pas envisageable.
- **Un accès différencié aux ressources.** Les pratiques circulent de voisin à voisin, mais les supports écrits restent fermés hors du périmètre des bénéficiaires : la diffusion est large, la stabilisation du savoir reste enfermée.

TROIS CORRECTIFS POUR LES PROCHAINS PROGRAMMES

- Ouvrir les supports écrits au-delà des bénéficiaires directs, condition d'une diffusion autonome après la fin du projet.
- Prévoir des formes de co-signature ou de citation nominale des producteurs dans les supports techniques et les restitutions formelles.
- Traiter les verrous matériels qui conditionnent l'appropriation — ici, la conservation des préparations, qui limite l'usage en saison sèche.

SOURCES

Lowet F. (avec **Desclée D., Ramanantsialonina H., Randriantsoa L., Raoliaritsimba V.**), Ateliers de restitution inclusifs multi-acteurs et participatifs sur la transition agroécologique — Ménabe, Madagascar, Louvain Coopération.

Merle S. Usage des biopesticides au Burundi — Étude de cas GIDS, Uni-4Coop, février 2026.

Hecquet C., Uni4Coop (2024), Cadre théorique de la GIDS, Outcome GIDS.

Brouwer H. & Woodhill J. (2016), Le Guide des PMP : comment concevoir et faciliter des partenariats multipartites, CDI Wageningen UR / Practical Action Publishing.

FAO, Tool for Agroecology Performance Evaluation (TAPE).

Editeur resp. : Louvain Coopération - Rédaction et Crédits photos : Louvain coopération service R&D





FUCID LOUVAIN COOPERATION Ucoopía

Louvain Coopération asbl
Avenue de Cîteaux 114, 1348 Louvain-la-Neuve - Belgique
louvaincooperation.org - info@louvaincooperation.org